



**HAL**  
open science

## **Biodiversité : l'essence de la crise précède son existence**

V. Devictor

► **To cite this version:**

V. Devictor. Biodiversité : l'essence de la crise précède son existence. Clémence Guimont Philippe Bourcier. *Écologies. Le vivant et le social*, La Découverte, pp.5-25, 2022, <10.3917/dec.bours.2023.01.0005>. <hal-04194118>

**HAL Id: hal-04194118**

**<https://hal.science/hal-04194118v1>**

Submitted on 1 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License



## **Biodiversité : l'essence de la crise précède son existence**

par Vincent Devictor (philosophe, écologue, CNRS)

« T'as croisé autre chose que des humains cette semaine ?

Tu veux dire un animal sauvage ?

Bah oui.

Euh non, attend, si. Un seul. Et c'était un pigeon. Malade. Et affamé.

Et des plantes, t'en as vu ?

Tu veux dire chez le fleuriste ? »

(Deux inconnus, 2022)

**La biodiversité est une notion datant des années 1980, qui ne désigne pas autre chose qu'une mise en garde vis-à-vis de l'intensification de la destruction de la nature, que les écologues expérimentent et décrivent. Les manières de définir ce que la biodiversité représente sur le plan biologique sont devenues pléthoriques. Une définition demeurée célèbre par son inscription dans les textes du Sommet de la Terre de Rio en 1992 envisage le vivant comme un ensemble de niveaux emboîtés – des gènes aux écosystèmes – et identifie la biodiversité à la somme des diversités de chaque niveau.**

Un canard et un pigeon, c'est plus diversifié que deux canards, pas vrai ? Une version plus organique propose de définir la biodiversité comme le tissu vivant de la planète, assorti des processus écologiques et évolutifs qui le caractérisent. Les canards tout seuls n'existent pas : ils se reproduisent, volent, mangent et meurent au milieu d'autres espèces avec lesquelles ils interagissent et partagent un habitat. Une version politique insiste plutôt sur la dimension historique et normative du concept de biodiversité. La biodiversité, dans ce cas, n'est pas réductible à son contenu biologique mais concentre les revendications et l'agenda bien particulier du mouvement environnementaliste. Celui-ci correspond aux préoccupations affichées par un ensemble hétéroclite de citoyens, chercheurs, naturalistes, artistes et personnalités politiques. On attribue généralement son origine à la cristallisation de différentes formes d'oppositions qui se sont manifestées aux États-Unis dans les années 1960 et qui ont adopté la revendication de la protection de l'environnement comme motif de ralliement politique. Des projets d'aménagements destructeurs ou des catastrophes industrielles sont devenus les symboles de l'environnementalisme qui s'accompagne depuis, parmi les étudiants et les intellectuels, d'une diffusion des idées d'auteurs engagés et critiques vis-à-vis du modèle capitaliste. Dans ce contexte, le contenu biologique de la biodiversité peut s'envisager comme prétexte à lancer une alerte plus générale sur la destruction de la nature et les différentes formes de domination. Le canard et son habitat sont exploités, pollués, détruits par des forces de destruction qui résultent de décisions humaines. Et c'est un problème.

Peu importe, au fond, la multiplicité des définitions possibles. Au bout du compte, il demeure l'inquiétude née du sentiment que rien ne semble pouvoir arrêter la logique de conquête et d'exploitation des milieux naturels, et l'érosion de la diversité qui conditionne leur existence.

### **La crise écologique n'est pas une surprise**

Évidemment, on attend fébrilement les statistiques annonciatrices de la fin de notre monde. Mais tempérons un instant la tentation de décrire l'ampleur de la destruction de la nature par une avalanche de chiffres. L'inventaire quantitatif de l'extinction des espèces, du déclin de nombreuses populations de plantes et d'animaux sauvages ou de la fragmentation de leur habitat nous écarterait du véritable problème.

Le véritable problème, le voici : nous avons appris à vivre avec un monde vivant dont la vocation serait d'être exploité et dominé. Pire : nous avons admis qu'il ne pouvait en être autrement. Depuis les années 1970, les causes de ce que l'on désigne aujourd'hui comme une crise écologique sont bien identifiées. Concernant le climat, les industries pétrolières sont conscientes depuis cinquante ans des dommages provoqués par l'extraction et la libération de carbone d'origine fossile dans l'atmosphère. Concernant le monde sauvage, il est facile de montrer la lucidité précoce de certains auteurs sur le caractère global et problématique du déploiement et de l'exportation de technologies dévastatrices d'origine militaire ou chimique, de logiques de domination et d'appropriation de la nature. Déforestation, agriculture intensive, urbanisation, pollution et changement climatique composent un cocktail nocif qui ne fait plus aucun mystère. Ce qu'écrivait Rachel Carson dans *Printemps silencieux* (1962), ou Jean Dorst (1965) dans *Avant que nature meure* est à ce titre stupéfiant. Il est possible de remonter encore le temps pour égrainer les auteurs anxieux. Ainsi, Edmond Perrier, directeur du Muséum national d'histoire naturelle, témoin de campagnes de chasse massives dans les colonies, déplorait dès 1913 dans la revue *La Science et la Vie* que « tous les animaux sauvages sont aujourd'hui menacés par notre envahissante civilisation » et s'interrogeait : « L'homme va-t-il exterminer tous les animaux du globe ? »

La responsabilité de *certaines* activités humaines non régulées et déployées de façon industrielle par *certaines* humains est clairement incriminée. Autrement dit, l'identification des causes de la destruction de la nature doit précéder l'énumération de leurs effets. L'essence de la crise de la biodiversité, pourrait-on dire, précède son existence. Ce qui est troublant, c'est l'étonnement provoqué par la succession d'événements climatiques extrêmes ou par l'état dégradé de la nature. Cela rappelle l'humoriste Spike Milligan, qui laissa cette fameuse épitaphe sur sa tombe : « Je vous avais bien dit que j'étais malade ! » S'il existait un monument dédié aux espèces et aux espaces disparus nous pourrions y apposer : « On l'avait bien dit que ça allait mal finir. » On pourrait y ensevelir les corps empaillés des centaines d'espèces, de milliards d'individus et l'enregistrement sonore de tous ces sons de la nature disparus à jamais. On y apposerait aussi la signature de dizaines de milliers d'artistes, de chercheurs, de citoyens qui sonnent l'alerte depuis des décennies.

### **Domination**

La signification politique de la crise est souvent occultée par un souci de quantification de l'étendue de la diversité biologique, de sa répartition dans l'espace et de son devenir dans le temps. S'il faut néanmoins retenir quelques chiffres qui permettent de mesurer l'ampleur des conséquences de la domination du monde vivant, en voici quelques-uns. Premièrement, la quantification de la biomasse relative des mammifères terrestres qui survit à notre domination. Selon une étude publiée dans la revue *PNAS* en 2018 par Yinon Bar-on et ses collaborateurs, si l'on pèse tous les mammifères, humains compris, notre propre biomasse représente 36 % de la biomasse totale ainsi mesurée. La biomasse du bétail, dominée par les bovins et les porcs représente 60 % et dépasse de loin celle des mammifères sauvages, qui représente seulement 4 %. Prendre conscience que notre propre chair et celle de notre bétail représente aujourd'hui 96% de la biomasse des mammifères terrestres a quelque chose d'effrayant. Bien sûr, l'humain et son bétail ne demeurent qu'une fraction (seulement 8 %) de la biomasse de l'ensemble des animaux, largement dominés par les insectes. La grande majorité des vivants ont des ailes, des nageoires, quatre pattes ou plus.

Mais ces autres espèces ne sont pas épargnées pour autant. Tous les groupes vivants sont touchés par l'extinction d'espèces, la dégradation de leur statut de conservation, la diminution de leurs domaines vitaux ou de leurs effectifs. Le deuxième lot de chiffres concerne plus généralement le niveau d'accaparement de la biosphère. Plus de 50 % de la surface terrestre est occupée ou exploitée. Et cette conversion des milieux au profit des humains – de certains humains plus exactement – ne relève pas d'un usage modéré : 40 % des habitats concernés sont profondément et durablement dégradés. Ce niveau de prédation des est fulgurant : il a été multiplié par douze à quinze depuis 1800.

Bien sûr, certaines espèces profitent des modifications de l'environnement d'origine anthropique. On observe par exemple une augmentation très nette des populations d'espèces préférant la chaleur, qui bénéficient donc de l'augmentation des températures. Les transports globalisés et la modification des habitats permettent également un succès relatif plus important d'espèces opportunistes qui s'accommodent très bien de ces perturbations. Le remplacement rapide des espèces spécialistes de certains milieux par les espèces généralistes capables d'utiliser une diversité d'habitats ou de ressources est l'une des tendances lourdes de la modification de la faune et la flore aujourd'hui. De manière plus réjouissante, la protection efficace de certaines espèces ou leur retour spontané dans certains milieux redevenus favorables sont autant d'exemples du lien fort qui lie activités humaines et dynamiques écologiques. Mais la crise de la biodiversité n'est pas un jeu qui devrait se terminer, pour être résolu, à somme nulle. Cette approche quantitative gomme les composantes anthropologiques et écologiques fondamentales. En réduisant la crise du vivant à un problème de flux biophysiques ou de mauvaise répartition de biomasse, ou encore à des réactions spécifiques de certaines espèces à différentes perturbations, l'analyse se détourne des causes de destruction. Nous poursuivons souvent cette promesse que nous savons intenable : traiter les causes d'un problème en énumérant ses symptômes. De plus, nous faisons référence à un « humain » générique, responsable abstrait, en gommant les responsabilités politiques, structurelles et idéologiques qui ont des acteurs précis.

## Un rapport social de destruction

Revenons-en de manière moins docile à cet angle mort – mais trop bien portant – des causes de destruction. Les sociétés humaines industrialisées sont tellement habituées à ignorer le monde non humain qu'elles ne voient pas que la source du problème écologique est profondément ancrée dans le rapport social de destruction dont elles dépendent et dans lequel la nature est, au mieux, considérée comme une ressource. Ce rapport implique à la fois la possibilité de s'approprier la nature, de concentrer et d'accroître les moyens techniques de sa destruction dans une perspective de profit. Penser que nous devons, ou même que nous pouvons, résoudre d'abord les problèmes humains pour régler notre relation avec le reste du monde, c'est prendre les choses à l'envers. Tant que le monde naturel est traité comme une propriété à administrer et à exploiter, la crise écologique est inévitable. Il n'y a donc rien de subversif à affirmer l'évidence : certains humains et leur logique de domination et d'exploitation sont la cause des problèmes écologiques. La domination de la nature n'est pas une question de survie ou de besoin mais le rouage même des sociétés industrielles d'extraction. De nombreux écologues ont refusé de reconnaître les changements politiques nécessaires. Nous avons certes besoin de comprendre ce dont les éléphants, les moineaux et les champignons ont besoin. Mais il est devenu plus urgent encore de comprendre ce que ce rapport de destruction profitable a engendré : accaparement des lieux de vie, de la nature sauvage, de la vie même. Un socle commun complexe, lourd, génère un manque criant de lucidité sur ce point : le monde vivant qui nous entoure est devenu la variable d'ajustement d'un modèle qui encourage sa maîtrise et son exploitation.

L'une des composantes de ce socle est précisément la tendance à penser la biodiversité comme un ensemble de choses à gérer convenablement. L'écosystème est, dans le cadre de pensée qui caractérise la plupart des sociétés industrielles, une somme de parties que l'on peut diviser, compartimenter et utiliser, faire fonctionner. Bref, la nature est envisagée dans ce corps mécanique, chosifié, que l'on peut déterritorialiser, accaparer et aménager selon notre bon vouloir. La terre elle-même devient cette abstraction : nous n'avons qu'à « ajuster » le thermostat de 2° C. On se demande comment améliorer la nature, ce dont elle a « besoin ». Elle est – selon cette conception – non pas active mais réactive. « Quelle nature voulons-nous ? » est la question qui est souvent posée avec gravité lorsque l'on souhaite aborder la nécessité d'une transformation des sociétés. Or cette question porte en elle la possibilité de se poser comme souverain d'une matière vivante conquise, appropriable et corvéable. Toutes les tentatives de rationaliser une biosphère ainsi conçue comme un substrat appropriable sont vouées à l'échec. Elles supposent toutes que l'homme possède – en puissance, sinon en fait – la planète. « Quelle nature existera ? » est une question que l'on pose moins souvent.

Or le vivant est en excès, au sens littéral, il « sort » des bornes bien plantées de la gestion. La biodiversité n'a pas vocation à demeurer « à sa place » ni à se comporter selon notre bon vouloir. Les petits gestes barrières tentent (sans grand succès) de tenir à distance des zoonoses provoqués par l'érosion du respect de la nature sauvage. La photosynthèse qui permet la vie sur Terre s'arrête, de manière scandaleuse, après 40° C. Le manque, le fini, le fragile étonnent et embarrassent : le pétrole, les minerais, même l'uranium sont, quelle étrange chose, finis. Et les espèces ne sont pas non plus éternelles. Plus embarrassantes encore sont les caractéristiques non prédictibles, complexes, relationnelles. Ce que la notion de biodiversité et l'écologie scientifique ont permis de comprendre, c'est que le vivant n'est pas un ensemble d'individus et de phénomènes isolés et les habitats naturels un gâteau que l'on pourrait sans cesse grignoter. Des écosystèmes entiers peuvent s'effondrer après la disparition de quelques espèces clés. La biodiversité devrait être une invitation à l'humilité. Elle reste trop souvent accaparée et transfigurée par les multiples rapports sociaux qui autorisent et encouragent sa destruction.

### *Greenwashing*

La profusion de promesses est la deuxième composante majeure de ce socle commun. La biodiversité fait l'objet des plus grands fantasmes, représentant pour les uns une manne insoupçonnée de services rendus aux sociétés humaines, pour les autres un slogan politique rassembleur ou une marque de fabrique. Affronter les causes de destruction, c'est questionner le

bien-fondé de ces promesses : est-ce par souci du bien commun et méconnaissance que les multinationales commettent des écocides ? Est-ce par négligence des bienfaits rendus à « l'humanité » que certaines composantes de la diversité biologique sont surexploitées ? Quelle « humanité » ? Celle qui concentre 75% des richesses aux mains de 10% des plus riches, qui en retour génèrent 50 % des émissions de CO2 ? Ce terme d'humanité fonctionne comme un cache misère politique. Son pouvoir englobant supprime des disparités vertigineuses d'appropriation et de responsabilité.

Ces promesses occultent ce que signifient la disparition d'une espèce (en promettant sa résurrection possible), la destruction d'un habitat (en promettant la compensation de cette destruction par une action environnementale positive ailleurs) et tous les aménagements délétères (en promettant une amélioration d'efficacité dans l'exploitation des matériaux ou des normes plus respectueuses de l'environnement). La crise de la biodiversité devient un secteur d'innovation comme un autre. Une occasion de faire preuve de dynamisme, de « prendre les choses en main ».

Mais pourquoi, au fond, tant de promesses ? Affronter les causes de destruction c'est affirmer que l'exploitation de la nature n'est pas le dommage collatéral et transitoire d'une émancipation, ni le mal nécessaire d'un progrès guidé par des besoins à assouvir. La croissance économique, dont le but et les modalités semblent aller de soi, est posée comme intangible par ce même rapport social et politique de destruction. Intégrer la biodiversité, fut-elle menacée, à cette litanie de la promesse devient dès lors une technologie politique nécessaire pour maintenir son exploitation. Celle-ci permet la différenciation et la domination sociale de ceux qui s'approprient sa transformation. L'optimisation de l'appropriation de la nature et la promesse de sa maîtrise en vue d'obtenir un bénéfice quelconque sont deux verrous tenaces des causes de destruction. Tenaces et autoritaires. Car enfin pourquoi tant d'injonction à la consommation ? Tant de pression publicitaire ? Pourquoi tant de difficulté à accepter une libre évolution de certains milieux naturels sans se demander à quoi ils « servent » ?

### **Et maintenant ?**

L'attitude seulement défensive et descriptive qui s'apparente à une simple nécrologie de la nature a désormais une légitimité questionnable. L'inquiétude et la dénonciation des processus de destruction sont impossibles à fixer historiquement et à délimiter culturellement. Mais peu importe au fond les grands récits. La défense de la biodiversité peut susciter un regain de passion pour la protection des vivants et des lieux sauvages si elle s'accompagne de la reconnaissance des rapports de force qui maintiennent en place un modèle économique et politique destructeur. Les Conférences des parties sur la conservation de la biodiversité n'ont aucune chance d'être plus efficaces que celles qui rythment les sommets internationaux sur le climat. Les participants aux réunions de la COP – négociateurs gouvernementaux, conseillers politiques et scientifiques – s'appuient sur le même ensemble de croyances, de valeurs, d'hypothèses et de faits qui a créé le problème. Il est toujours intimidant de traiter ouvertement des causes de la destruction de la nature et bien plus acceptable de brandir la biodiversité comme technique de communication. Mais défendre la biodiversité, c'est précisément combattre la fabrication du consentement à ignorer les causes de sa destruction. La fabrication du consentement est un dispositif médiatique et politique, décrit notamment par Edward Herman et Noam Chomsky en 1988, qui permet depuis trois décennies le maintien, la promotion, et la diffusion d'une idéologie consumériste dans les pays occidentaux les plus destructeurs. La question écologique ne fait pas exception : elle subit l'assaut des multiples dispositifs qui permettent aux moteurs de destructions de se maintenir ou, du moins, de ne pas être trop bouleversés. La recherche en écologie, les humanités environnementales et les mouvements populaires qui partagent le même refus de ce consentement constituent un foyer de résistance et de contre-pouvoir sur lequel peut s'appuyer une écologie moins docile.

À lire :

Aurélien BERLAN, Guillaume CARBOU et Laure TEULIERES (dir.), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public*, Le Seuil, Paris, 2022.

Rachel CARSON, *Printemps silencieux*, Wildproject, Marseille, 2021 [1962].

Vincent Devictor, *Gouverner la biodiversité ou comment réussir à échouer*, Quæ, Versailles, 2021.

Edward S. Herman et Noam Chomsky (trad. de l'anglais), *La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Agone, Marseille, 2008.